

UNE REDÉFINITION DES RELATIONS ENTRE L'AFRIQUE ET LA FRANCE

Par Thibault ARONDEL, Analyste du Millénaire

Sous la direction de Pierre CLAIRÉ, Directeur adjoint des études



AVANT-PROPOS

“*La France doit partir*”, le message inscrit des pancartes en soutien au coup d’État militaire que vient de subir le Niger fin juillet 2023 illustre le profond ressentiment des populations locales envers Paris.

Après, le Mali et le Burkina Faso, **le Niger est le dernier pays en liste à avoir vu son gouvernement civil renversé au profit d’une autorité militaire**. Le renversement du président démocratiquement élu Mohammed Bazoum marque un revers pour les Occidentaux et plus particulièrement la France. Paris avait fait du Niger après avoir été chassé du Mali et du Burkina Faso, le pilier de sa nouvelle stratégie au Sahel. **Le pays compte plus de 1 500 militaires français sur son sol** et accueille également des contingents occidentaux qui l’épaulent dans sa lutte contre le terrorisme.

La **rhétorique anti-occidentale et plus particulièrement anti-française** avec les accusations de néocolonialisme, d’ingérence française ou d’incompétence des gouvernements précédents ayant noué des partenariats avec les Occidentaux dans leur capacité à assurer la sécurité du pays, **sont des thématiques récurrentes dans les discours de la junte nigérienne afin de légitimer son pouvoir**. Pour autant, la présence d’un ressentiment envers l’ancienne métropole qui anime les populations locales des ex-colonies françaises n’est pas nouveau. Il convient dès lors de comprendre les raisons qui ont poussé à l’émergence de ce sentiment afin de mettre en œuvre de nouvelles solutions politiques pour que la France puisse continuer à exercer une certaine influence sur ce qui a été son pré carré depuis plus d’un demi-siècle.

Ensuite il s’agit de réaliser que **l’Afrique a bien changé depuis les indépendances et la fin de la Guerre Froide et c’est principalement parce qu’elle ne l’a pas vu (ou n’a pas voulu le voir) que la France se retrouve dans une situation complexe en Afrique**. Alors que nos alliés nous laissaient une totale liberté en Afrique durant la guerre froide, ce qui pouvait s’apparenter à une rente néocoloniale, ce n’est pas le cas aujourd’hui et

l'Afrique attise les convoitises d'un grand nombre de puissances. **L'Afrique s'est mondialisée et est rentrée dans la modernité. Les putschistes n'ont aussi plus aucun mal à trouver des partenaires qui leurs conviennent et qui sont prêts à leur offrir davantage.** De plus l'information joue désormais un rôle primordial et c'est parce qu'ils n'ont pas pris l'entière mesure de celle-ci que les Français perdent pied en Afrique au profit d'autres pays bien moins regardant sur les Droits de l'Homme ou l'éthique.

Enfin il faut se questionner sur ce que seront les conséquences pour la France sur le long terme. Même s'il est inconcevable de devoir quitter le continent tant son importance est grande et va encore grandir, cela ne signifie pas que nous devons continuer dans le sens qui est le nôtre et que nous ne devons pas nous remettre en cause. Les récents événements montrent bien que notre logiciel africain est périmé et qu'il est urgent d'en changer. Nous devons impérativement nous remettre en cause et repenser nos relations avec l'Afrique. Faute de cela nous risquons de nous faire chasser d'Afrique par d'autres puissances mais aussi par nos partenaires et alliés qui nous verrons comme gênants. **Bien plus que la présence et le rayonnement futur de la France en Afrique c'est notre place en tant que puissance globale qui est ici en jeu.**

AVANT-PROPOS	2
<i>L'historique tumultueux des relations entre la France et ses anciennes colonies depuis la fin de la guerre froide.</i>	6
La double mutation des régimes politiques africains et de leur relation avec la France depuis les années 90	6
La libéralisation politique des régimes africains	6
Des rapports distendus entre la France et ses anciennes colonies	10
Le remaniement du partenariat France Afrique	12
Les nouvelles orientations de la politique de coopération militaire de la France en Afrique ..	12
La redéfinition des ambitions et des objectifs français : la politique africaine de Nicolas Sarkozy	13
Un épuisement de la présence française en Afrique	16
Les attendus inconsidérés de l'intervention française par les gouvernements africains, le cas de Serval au Mali.	16
Le champ politique malien et burkinabè : une échec politique français	18
Les Coups d'État récents : vers un effet domino ?	21
<i>L'Afrique, terrain de concurrence de nouvelles influences</i>	24
Le modèle chinois entre accords commerciaux et soft power.....	24
Le principe de non-ingérence dans les affaires internes fer de lance de la politique étrangère chinoise	24
La logique d'expansion chinoise commerciale et financière aux retombées diplomatiques bénéfiques.....	25
Le jeu d'influence russe : un remplaçant à l'influence française sur le continent	29
Wagner relay d'influence officieux du Kremlin où l'irrigation du sentiment anti français	29
La Russie à la conquête des ressources et des gouvernements	33
Nos alliés portés aux abonnés absent.....	35
L'Europe inexistante sur ce thème	35
Le Double-jeu américain	36
<i>Nécessité de repenser nos relations avec l'Afrique</i>	38
La restauration de l'image politique et française par une nouvelle définition des relations entre Paris et l'Afrique	38
Se focaliser sur d'autres régions et pays	41

SI BESOIN SOUS-SOUS-TITRE	41
SI BESOIN SOUS-SOUS-TITRE	41
Une perte d'influence globale?	43
Vers un effacement progressif de la France dans le monde	43
Une stratégie européenne ?	44
CONCLUSION	47

L'HISTORIQUE TUMULTUEUX DE NOS RELATIONS DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

Pour comprendre la position actuelle de la France en Afrique et notamment ses relations dégradées avec ce qui fut ses anciennes colonies présentes en Afrique de l'Ouest, il faut s'intéresser aux changements qui transformèrent les régimes politiques de ces pays à la sortie de la Guerre froide. A l'aune de ces changements, il convient de s'intéresser à la manière dont Paris s'est adapté afin de tenter de maintenir une certaine influence sur le continent.

LA DOUBLE MUTATION DES REGIMES POLITIQUES AFRICAINS ET DE LEUR RELATION AVEC LA FRANCE

La libéralisation politique des régimes africains

La fin de la Seconde guerre mondiale a annoncé le début des vagues de décolonisation et d'indépendance au nom de ce fameux "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" érigé en étendard durant la seconde moitié du XXe. A cet égard de nombreuses colonies françaises ont pris leur indépendance en 1960 à l'image du Soudan français que l'on connaît désormais sous le nom de Mali, ou bien la Haute Volta, l'actuel Burkina Faso, ainsi que le Niger, le Sénégal ou bien le Tchad. Le choix de ces pays n'est pas anodin et il faut comprendre que c'est essentiellement dans ses anciennes colonies que l'influence de la France est durement éprouvée. **A la suite de leur indépendance, nombre de ces régimes ont pris un tournant autoritaire.** Dès le début des années 1960, les pays nouvellement indépendants font face à une prolifération d'assassinats (tel que celui de Lumumba en 1961) et de renversements de gouvernements (Gnassingbé Eyadema au Togo en 1963, Mobutu en 1965 au Congo, ou Aboubacar Sangoulé Lamizana en 1966, en Haute-Volta).

Des oligarchies militaires et des systèmes politiques focalisés autour d'un parti unique (comme observé au Niger sous Ali Saibou) ou ayant une orientation populiste, contribuent à la généralisation des régimes autoritaires avec à la tête du pays un dictateur tel que Jean Bedel Bokassa en Centrafrique, Sékou Touré en Guinée, Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire. Les régimes autoritaires s'installent dans la durée. **Ils s'illustrent par leur répression systématique de l'opposition, un musèlement de toute voix contestataire, une consultation toute relative de la population dans des simulacres d'élections.** Il faut attendre la fin de la guerre froide et le début des années 1990 pour que le continent africain connaissent une vague de libéralisation politique.

La fin de la guerre froide puis la chute de l'URSS sonne le triomphe d'une idéologie libérale et profondément démocratique incarnée par l'ouvrage de Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire*. La Constitution soviétique qui faisait du soutien à la libération nationale et aux luttes pour le progrès social à travers le monde, l'une des principales finalités de la politique étrangère de l'URSS, était désormais caduque. Elle marque également l'épuisement du soutien financier qu'à pu apporter l'URSS au continent à l'époque. Le président héritier d'une URSS défunte, **Boris Eltsine arrêta toute aide étrangère. Il alla jusqu'à réclamer aux anciens alliés africains le remboursement de leurs dettes impayées, estimées à quelque 25 milliards de dollars.** Faute de soutien financier soviétique, les gouvernements africains doivent se tourner vers les institutions internationales monétaires qui conditionnent leur soutien à l'exigence d'une libéralisation de la vie politique africaine. Le premier pays africain à amorcé une transition démocratique a été le Bénin en février 1990 avec la mise en place d'une conférence nationale. Le paradoxe, c'est qu'elle est initiée par le président autoritaire Mathieu Kérékou. Les caisses de l'Etat sont vides. Le président est pris en étau par des vagues de grèves des fonctionnaires impayés et les manifestations d'une population qui veut que son quotidien s'améliore. Mathieu Kérékou accepte les résultats de la conférence qui abroge la Constitution en vigueur, instaure une transition démocratique et convoque une assemblée constituante. Il déclare dans son discours de

clôture des travaux : "Le renouveau démocratique qui vient d'être consacré au niveau de la Conférence nationale ouvre la voie d'une nouvelle légitimité dans notre pays, le Bénin." La transition démocratique au Bénin a été une réussite. La liberté de presse est renforcée, aucune entrave n'a été portée aux libertés individuelles et la violence politique n'a pas fait son apparition.

Cependant, il se peut que cette transition se fasse par "le haut". **Les transitions par le haut sont dominées par les élites.** Lorsque les élites au pouvoir parviennent à contrôler les modalités de l'ouverture et à imposer leur configuration pour le futur régime, on parle de transition imposée. Le plus souvent cependant, ces élites au pouvoir doivent composer avec les élites de l'opposition, on parle alors de transition pactée.

Cela fut notamment le cas pour le Burkina Faso au début des années 90 où le dictateur Blaise Compaoré ne laisse pas de place à l'opposition dans le processus de transition démocratique. Il met en place une commission constitutionnelle chargée d'élaborer une nouvelle constitution, qui est réservée exclusivement aux membres du Front Populaire (FP). Ultérieurement, les Assises nationales, convoquées en décembre 1990 pour débattre de l'avant-projet de constitution, sont principalement composées à hauteur de 81 % d'organisations affiliées au FP. Bien que présentant une certaine ouverture, cette initiative reste sous contrôle, étant menée dans le contexte de l'état d'exception en cours. Les partis politiques ne reçoivent une reconnaissance légale qu'à partir du 12 février 1991. La constitution résulte de la participation de diverses tendances politiques dans son élaboration, ce qui engendre un consensus lors de la campagne référendaire. L'ensemble des partis politiques soutiennent un vote en faveur du "oui". Ainsi, le 2 juin 1991, la constitution est adoptée avec une abstention de 51 % et est promulguée le 11 juin. Cette démarche octroie au pouvoir de Compaoré une base légale pour superviser la transition. **Cette stratégie permet habilement à Blaise Compaoré de consolider le processus, garantissant ainsi son maintien au pouvoir.** L'instauration d'un régime démocratique n'est que de façade.

A l'inverse, les transitions vers le bas sont plus inclusives. Elle se manifeste sous deux formes. La transition peut être conduite au travers d'une révolte populaire qui conduit à l'éviction des élites au pouvoir soit, elle s'illustre au travers de réformes prises par le pouvoir en place sous la pression populaire sans pour autant être renversé. Le cas du Mali est un bon exemple de transition vers le bas entre réforme et révolution.

Le régime autoritaire dirigé par Moussa Traoré est renversé après l'action initiale de la société civile opposée au gouvernement, qui est ensuite rejointe par l'armée à travers le coup d'État du 23 mars 1991, interrompant ainsi le conflit en cours. La période de transition est gérée conjointement par un organe exécutif appelé le Comité de transition pour le salut du peuple (CTSP), composé de neuf membres militaires et de quinze membres civils représentant la diversité de la société malienne. Deux textes sont mis en place pour définir les règles politiques pendant cette période de transition : l'acte fondamental, adopté dès le 31 mars 1991 par le CTSP, et l'ordonnance concernant les partis politiques promulguée le 5 avril 1991. Le processus d'élaboration de la constitution se déroule de manière inclusive, engageant toutes les parties prenantes à l'exception de l'ancien parti unique.

Ainsi, entre les années 1990 et 2000, **l'Afrique connaît une vague de libéralisation politique avec l'installation de régimes dits démocratiques**. Pour autant, nombres de ces nouveaux régimes politiques africains se sont inspirés du fonctionnement des régimes occidentaux pour fonder leur régime, et ce malgré une volonté d'émancipation. Ces nouveaux régimes sont en théorie démocratique, avec une séparation des pouvoirs, mais dans les faits, cela reste une démocratie de façade. La particularité de ces régimes à la différence des régimes occidentaux est le poids de la tradition très important qui est à prendre en compte dans la vie politique du pays, et qui peut apparaître comme un contre-pouvoir à la puissance de l'État en tant qu'institution. Ainsi **les régimes démocratiques africains semblent davantage apparaître comme des démocraties imparfaites où persistent cette rationalité occidentale en dépit d'une volonté de dépassement de tout héritage colonial**.

Des rapports distendus entre la France et ses anciennes colonies

En dehors des modifications politiques des régimes africains, il convient de s'intéresser au changement dans la nature des relations entre l'ancienne métropole et ces États. La conduite de la politique étrangère française en Afrique a été normalisée. **Le discours prononcé par F. Mitterrand à La Baule en juin 1990, qui lie l'aide française à l'Afrique à la promotion de la démocratisation, ainsi que la doctrine Balladur énoncée en 1993, qui conditionne l'assistance bilatérale de la France à la conclusion d'accords avec les institutions de Bretton Woods**, tout comme la dévaluation de la monnaie des pays d'Afrique francophone (les francs CFA) en janvier 1994, ont été perçus comme des signes d'un certain désengagement de la part de l'ancienne puissance coloniale, symbolisant une rupture dans les liens historiques.

La restriction de la délivrance des visas dans la même période, contribue à marquer cette rupture entre la métropole et ses anciennes colonies. En effet, **la plupart des consulats de France rejetèrent plus des trois quarts des demandes formulées par les Africains désireux de se rendre en France afin de poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur français**. A défaut de pouvoir se rendre dans la métropole, les étudiants africains se réorientent vers des établissements d'études supérieures américains, italiens ou espagnols.

La coopération en matière sécuritaire et d'enseignement est également revu à la baisse. Pour faire suite à la réorganisation des structures ministérielles en février 1998, **le nombre de coopérants français en Afrique noire francophone a considérablement diminué, passant de 11 500 en 1997 à moins de 9 000 en 1999**. Cette réduction est principalement due à la cessation progressive des contrats de coopération liés au service national, qui engageait en grande majorité les enseignants français travaillant dans l'enseignement primaire et secondaire en Afrique. En conséquence, les effectifs de cette catégorie d'enseignants sont passés à moins de 3 000 en 1999. En matière de coopération militaire, Paris a diminué fortement sa présence sur le continent après la fermeture des deux bases militaires de

Bouar et de Bangui en Centrafrique, et au retrait de 1 400 hommes, achevé en avril 1998. Elle ne maintient que 5 bases militaires et un nombre réduits d'effectifs sur le continent.

La distanciation des liens entre Paris et ses anciennes colonies s'explique également en raison de **l'évolution internationale de l'époque et notamment la construction de l'union européenne par le traité de Maastricht en 1992** qui a contribué à la démocratisation des gouvernements africains en conditionnant ses aides au respect de la démocratie. L'expansion de l'intégration européenne et les crises économiques touchant l'Afrique ont également entraîné des répercussions sur l'approche française. La relation autrefois exclusive de la Françafrique a évolué avec la création de fonds et d'organisations économiques européennes, auxquels la France participe, dans un cadre multilatéral. Le gouvernement français doit désormais s'aligner sur les visions européennes, prenant en compte les inquiétudes grandissantes envers le continent africain. Les montants alloués à l'aide diminuent et les politiques économiques sont plus strictes à l'égard des dirigeants locaux. Toutefois, cette intégration africaine au sein de nouvelles collaborations à l'échelle européenne pourrait offrir à Paris l'opportunité de bénéficier de la croissance économique en Afrique et de ses nouveaux marchés.

En outre, les **évolutions d'opinion de part et d'autre de l'Atlantique**, les **défis de la stabilité dans la région sahélienne**, ainsi que **l'émergence de la dette en Afrique et les problèmes financiers en France**, ont entraîné une révision du partenariat entre la France et les pays africains.

LE REMANIEMENT DU PARTENARIAT FRANCE AFRIQUE

Les nouvelles orientations de la politique de coopération militaire de la France en Afrique

Sur le plan politique, il est perceptible que l'opinion publique a évolué au sujet des anciennes colonies françaises, en associant leur existence à un risque migratoire. **La classe politique, en revanche, a rompu les liens affectifs précédemment entretenus par ses prédécesseurs.** Du côté africain, les nouvelles générations de dirigeants, formées en dehors de l'influence française, impulsent un mouvement nouveau en Afrique par le biais d'initiatives politiques moins alignées sur les intérêts stratégiques français. L'opinion publique suit la voie tracée par ses élites, percevant en elles un moyen de se libérer de l'emprise de l'ancienne puissance coloniale.

Ainsi, **la France entame graduellement un processus de désengagement envers l'Afrique**, cédant la place à de nouveaux partenaires anglophones. Cependant, la multiplication des guerres civiles dans les années 1990 affaiblit la mise en œuvre de la nouvelle vision stratégique de la France en Afrique. Par exemple, les conflits tels que la guerre identitaire opposant le Front Populaire de Libération de l'Azawad (FPLA) à l'armée malienne en 1992, ou le conflit ethnico-politique au Congo-Brazzaville en 1997 entre les miliciens cobra dirigés par Denis Sassou-Nguesso et l'armée régulière congolaise, en sont des témoignages.

En conséquence, **la doctrine française s'étend pour reposer sur trois principes fondamentaux :**

- une réduction progressive de la présence militaire de la France en Afrique ;
- une prise de décision multilatérale face aux enjeux économiques et sécuritaires ;
- un transfert des responsabilités pour la gestion des conflits aux pays africains eux-mêmes.

Cette réorientation s'illustre avec **l'apparition du concept de Renforcement des Capacités Africaines pour le Maintien de la Paix (RECAMP) en 1994**, visant à soutenir les efforts des pays africains dans la préservation de la sécurité sous l'égide de l'ONU et en collaboration avec l'Union africaine. Toutefois, les hésitations politiques de la France et sa décision de ne plus intervenir dans les affaires internes des pays partenaires en Afrique sont motivées par la crainte de critiques et de crises internes. Malgré cela, cette décision entraîne une incohérence dans son offre stratégique. La France s'éloigne ainsi progressivement de l'époque où le déploiement de soldats français était destiné à maintenir la paix et la stabilité au sein des gouvernements soutenus par elle.

Face à la prolifération des guerres civiles en Afrique, **la France intervient de manière sélective pour mettre fin aux conflits et rétablir l'ordre**. Cependant, cette approche suscite l'insatisfaction et le sentiment de trahison parmi les dirigeants africains, qui peinent à comprendre la politique de Paris. Par exemple, la France opte pour un rôle d'accompagnateur lors des transitions démocratiques au Mali (avec la chute de Moussa Traoré) et au Bénin. En revanche, son approche envers le Tchad face au général Eyadema, dont la politique répressive est contraire aux aspirations démocratiques du nouveau contexte international, reste hésitante.

En parallèle, **la réforme des forces armées françaises entre 1996 et 2015 entraîne une nette réduction de la présence stratégique en Afrique**. Cette transformation conduit à la suppression de certains Éléments Français d'Assistance Opérationnelle (EFAO) comme ceux à Bangui et à Bouar en Centrafrique. De plus, la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) sous le mandat de Nicolas Sarkozy, visant à réduire les dépenses publiques, contribue à cette tendance.

La redéfinition des ambitions et des objectifs français : la politique africaine de Nicolas Sarkozy

L'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy en 2007, insuffle un vent (presque) nouveau sur la politique africaine de la France. **L'opinion publique et la**

classe politique veulent rompre avec les anciennes relations franco-africaines jugées paternalistes, remises en cause par le soutien à des hommes politiques africains corrompus. Lors de son mandat de 2007 à 2012, la création de la Fondation pour la Recherche Stratégique en Afrique et la mise en place de l'Union pour la Méditerranée ont permis de renforcer les relations entre l'Afrique et la France. Cependant, ces initiatives ont largement été perçues comme étant davantage axées sur les intérêts de la France que sur les besoins des pays africains.

Le discours du Cap en Afrique du Sud le 28 février 2008, incarne la véritable vision stratégique de Nicolas Sarkozy. Le Président de la République française appuie sur la volonté de Paris et sur ce qui guide sa politique étrangère : l'unification du continent africain dans un objectif de développement et d'autosuffisance. Le douloureux souvenir des accusations de néocolonialisme ou encore d'ingérence, lors des interventions militaires françaises sous les présidences antérieures, justifie ce choix. De ce fait, cette approche impulse un objectif d'autonomie pour le continent, afin de répondre au mieux aux problématiques économiques et sécuritaires.

En outre, **une nouvelle posture militaire se dessine, à travers une transparence dans les accords de défenses négociées avec les pays partenaires.** Cette clarté met fin à l'existence de potentielles clauses secrètes, en publiant lesdits accords, pouvant être discutés devant les parlements nationaux. De fait, l'implication des hauts fonctionnaires français dans la politique africaine sera totale, avec leurs participations aux grandes orientations concernant le continent. De plus, dans la lignée de l'autonomie africaine, Paris n'entend pas maintenir la présence des forces armées mais a pour objectif de mettre en place des « forces en attente » de l'Union africaine. Cette initiative permet de déléguer progressivement la responsabilité du maintien de la sécurité aux États africains.

A contre rebours d'une approche paternaliste et de l'exercice d'une influence française reposant sur le hardpower, **la politique étrangère africaine de Nicolas Sarkozy s'est fortement appuyée sur le renforcement**

d'un soft power français avec un soutien économique et financier. Ce soutien repose sur quatre grands principes. Tout d'abord, la concentration des objectifs en fonction des priorités géographiques en gardant la santé, l'éducation, et le développement durable comme lignes directrices. Ensuite, elle est conditionnée au respect de l'état de droit et aux valeurs démocratiques.

Le **25ème sommet Françafrique qui s'est tenu du 31 mai au 2 juin 2010, n'a fait qu'affirmer le soutien économique de la France en Afrique**, mettant en avant le rôle de l'entreprise privée dans le développement économique et de l'emploi sur le continent. Cette aide repose sur des intérêts communs. En effet, en participant au développement africain et son accès aux capitaux, Paris s'assure de garder la main mise sur ses partenaires privilégiés, mais également le développement de nouveaux marchés dans lesquels elle sera majoritaire.

De plus, la capitale garantit la régulation des flux migratoires. En effet, le soutien à l'éducation et à la formation professionnelle assure la durabilité de la francophonie au sein du continent africain, clé de voûte de son soft power. Ce soutien économique et financier permet également au continent de rentrer durablement dans la mondialisation et de devenir un acteur majeur, plus uniquement pour la France mais pour l'ensemble de la communauté internationale. Cependant, **la politique étrangère de Nicolas Sarkozy en Afrique a été marquée par plusieurs interventions militaires controversées.** En 2011, l'intervention militaire en Libye pour renverser le régime de Mouammar Kadhafi, a été largement critiquée pour son manque de clarté quant à ses objectifs et son impact sur la région.

UN EPUISEMENT DE LA PRESENCE FRANÇAISE EN AFRIQUE

Les attendus inconsidérés de l'intervention française par les gouvernements africains, le cas de Serval au Mali

En janvier 2013, **l'opération Serval est lancée par le président François Hollande à la demande des autorités maliennes pour stopper l'avancée des groupes armés terroristes** qui ont pris le contrôle de l'Azawad, la partie nord du pays. Les buts de cette intervention tels qu'exprimés par le président français, François Hollande, le 15 janvier 2013 sont d'arrêter l'avancée en direction de Bamako des forces djihadistes, sécuriser la capitale du Mali et permettre au pays de recouvrer son intégrité territoriale. Cette opération se révèle être une réussite tant diplomatique que militaire. Nombre de pays et d'organisations internationales à l'image de l'ONU, de l'Organisation africaine ainsi que de l'OTAN ont salué l'intervention française au Mali. Pour la politique étrangère africaine du président socialiste cette intervention sonne comme une victoire puisqu'il est reçu de manière triomphale à Bamako. Toutefois, l'acceptation par Paris de l'aide de touaregs affiliés au MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) a été une erreur politique qui a impacté durablement les relations entre Bamako et Paris. Pour cause, même si la France ne considère pas les touaregs comme étant des terroristes, le fait que Paris s'appuie sur eux fut une erreur politique aux yeux du gouvernement malien qui les considère comme des séparatistes. En effet, le projet du MNLA est à terme d'accéder à l'indépendance et donc de faire sécession avec le Mali ce qui fait que l'acceptation de leur aide par Paris sonne pour Bamako comme un aval de l'ancienne puissance coloniale au projet porté par les séparatistes qui remet de facto en cause l'intégrité et la souveraineté du Mali sur son propre territoire.

La pérennisation de la présence militaire tricolore dans la région par la transformation de l'opération Serval en opération Barkhane qui s'étend désormais à la région dite des Trois Frontières constitue une autre erreur plus stratégique, même si cela a été nécessaire. Cette décision de se

maintenir pour lutter contre le terrorisme dans la région reposait sur deux facteurs, d'une part la faiblesse structurelle de l'armée malienne qui avait essuyé plusieurs revers tant contre les djihadistes que les séparatistes. De surcroît, **l'armée malienne était minée par les dissensions depuis le coup d'État militaire de 2012**. Deuxièmement, le second facteur, a été l'erreur d'analyse dans l'idée que la France à elle toute seule aurait pu résorber le terrorisme dans la région sans pouvoir traiter les causes de ce terrorisme qui reposent essentiellement sur la défaillance de l'État malien dans de nombreux domaines qu'ils soient sécuritaire, économique ou bien socio-éducatif. L'absence d'éducation et de perspective à une jeunesse qui représente environ la moitié de la population du pays selon les données du Ministère malien de l'aménagement du territoire et de la population, sous fond d'une démographie galopante constitue un terreau fertile pour les groupes terroristes.

De surcroît, **la résurgence du djihadisme en Afrique de l'Ouest est entretenu par la faiblesse des armées africaines de la région** qui est elle-même entretenue par la méfiance des gouvernements envers leur propres forces armées. La présence de nombreux coups d'État militaires dans la région a alimenté cette défiance des dirigeants envers leur armée ce qui limite les perspectives de développement et d'efficacité en dépit des formations prodigués par les États-majors occidentaux. **La pérennisation de la présence militaire française au Sahel a été indispensable pour lutter contre l'expansion du terrorisme et prévenir des attentats tant sur le sol français qu'europpéen**. Pour autant, la présence d'une force militaire étrangère à long terme est considérée par les populations locales comme une armée d'occupation. **Le sentiment d'être apparu comme un sauveur du peuple malien a vite laissé place à un sentiment antifrçais** d'autant plus que l'armée en présence n'est nulle autre que l'armée de l'ancienne puissance coloniale.

Les attentes inconsidérées des gouvernements africains envers l'intervention militaire française expliquent en partie la situation actuelle. En effet, en dépit d'une intervention militaire française aux

réussites militaires indéniables, il était évident que la France ne puisse vaincre à elle seule le terrorisme dans la région à défaut d'une montée en gamme des armées de la région ainsi qu'un manque de politiques socio-éducatives à même les racines du terrorisme. La France a été décriée de ne pas associer à ses opérations les armées régulières sahéliennes pour autant celles-ci n'ont pas le même niveau d'efficacité et de formation que peut avoir l'armée française ce qui rend plus difficile les exercices interarmées. Il appartient donc au G5 Sahel et ses contingents militaires de prendre le relais ce qui semble compliqué en raison d'un manque d'opérationnalité des armées africaines.

Le champ politique malien et burkinabè : une échec politique français

Les dynamiques politiques au sein des États du Sahel n'ont pas été en faveur de Paris. En 2013, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) a été élu président du Mali avec le soutien de la France, dans le contexte de la lutte contre les groupes terroristes et les rebelles dans le Nord du pays. À l'époque, IBK était perçu comme un allié politique essentiel pour Paris dans la lutte contre les rebelles. Toutefois, son mandat a été marqué par de nombreuses affaires de corruption, même s'il avait initialement fait de la lutte anti-corruption une priorité. Des révélations concernant sa relation trouble avec l'homme d'affaires corse Michel Tomi ont provoqué un scandale, évoquant des détournements de fonds publics et des malversations dans l'achat d'un avion présidentiel. Le gouvernement malien a été accusé d'avoir dépensé plus de 40 milliards de francs CFA pour l'achat d'équipements militaires et d'un avion inadéquats. Bien que ces allégations aient fait l'objet d'une enquête, celle-ci a finalement été abandonnée.

Ces affaires de corruption ont terni l'image d'IBK et ébranlé la confiance entre la France et le gouvernement malien. Elles ont également contribué à l'instabilité politique et à la méfiance de la population envers ses dirigeants, aggravant encore davantage la situation régionale. En fin de compte, IBK a été renversé par un coup d'État militaire en août 2020, en réponse à des manifestations demandant sa démission.

L'arrivée au pouvoir du colonel Assimi Goïta a été vivement critiquée par la communauté internationale, entraînant la suspension du Mali de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La CEDEAO a insisté sur la nécessité de nommer un Premier ministre issu de la société civile. Après le coup d'État, une période de transition politique a débuté avec la nomination d'un gouvernement de transition dirigé par un civil, Moctar Ouane, et d'un président de transition, Bah N'Daw, ancien ministre de la Défense. L'objectif de cette transition était de rétablir un gouvernement civil dans un délai de 18 mois.

Cependant, le 24 mai 2021, **le président de transition et le Premier ministre ont été arrêtés par l'armée, marquant ainsi un deuxième coup d'État en moins d'un an**. Cette arrestation forcée a choqué la communauté internationale, en particulier la France, qui a condamné l'action et appelé à la libération des dirigeants arrêtés. Le colonel Goïta a été investi président de la transition le 7 juin 2021, avec la nomination d'un nouveau Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga. Ce gouvernement nouvellement formé a annoncé un plan pour organiser des élections présidentielles et législatives en février 2022.

Face à l'instabilité politique persistante au Mali, **Emmanuel Macron a qualifié ces développements de "coup d'État dans le coup d'État"**, jugé inacceptable. Par conséquent, le 10 juin 2021, le président français a annoncé un nouveau cadre de présence militaire, marquant la fin de l'opération Barkhane. Ce redéploiement a annoncé le début d'une opération militaire conjointe avec les partenaires internationaux et les acteurs locaux, dans le but de garantir la sécurité régionale. Cependant, trois mois plus tard, le nouveau Premier ministre malien, Choguel Kokalla Maïga, a accusé la France d'abandon et a déclaré que le pays se tournerait vers d'autres partenaires pour assurer sa sécurité.

Les tensions entre Paris et Bamako ont continué de s'aggraver, atteignant leur point culminant avec l'expulsion de l'ambassadeur de France au Mali, annoncée via un communiqué diffusé à la télévision nationale le 31 janvier

2022. Cette mesure a non seulement mis fin aux relations diplomatiques entre le Mali et la France, mais le pays a également expulsé le contingent danois de l'opération Takuba, une opération anti-djihadiste.

A la suite des délibérations des Assises nationales de la refondation, la transition au Mali a été prolongée de six mois à cinq ans. Cette décision a convenu au président de la transition, qui avait demandé le report des élections. En réponse aux conclusions des Assises nationales, une nouvelle charte a été adoptée, permettant à Assimi Goïta de rester à la tête du Mali jusqu'en 2027. Cependant, malgré ces efforts, la situation politique et sécuritaire demeure fragile dans le pays.

Après avoir perdu de son influence au Mali, **les relations entre Paris et le Burkina Faso ont également souffert**. La situation politique et sécuritaire du Burkina Faso présente des similitudes avec celle du Mali, incluant des coups d'État répétés, des blocages politiques internes et des manifestations populaires. De plus, le pays fait face à la présence de groupes djihadistes, contrôlant environ 40% de son territoire. Des flux migratoires, comprenant des réfugiés de guerre, affluent vers la région des trois frontières, à la frontière entre le Burkina Faso et le Niger, à la recherche de sécurité.

La *Task Force Sabre* avait établi sa base dans la capitale burkinabè pour lutter contre cette menace. Toutefois, comme le Printemps arabe a engendré des révoltes contre les régimes autoritaires, l'effet de contagion en provenance du Mali semble également toucher le Burkina Faso, avec une montée du sentiment anti-français et anti-occidental. **La fermeture des ambassades françaises au public et la suspension de la diffusion de Radio France Internationale (RFI) ont contribué à cette détérioration des relations**. De plus, l'expulsion de deux ressortissants français accusés d'espionnage a conduit au retrait de la force Sabre, après 15 ans de mission, conformément à l'annonce de l'armée française le 25 janvier 2023. Cette évolution correspondait aux souhaits des autorités de Ouagadougou, qui avaient demandé à Paris de retirer ses forces dans la région dans un délai d'un mois, à partir du 18 janvier 2023.

Malgré le succès militaire de l'opération Serval, sur le plan politique, l'impact à long terme est contesté, étant donné le peu d'efforts pour la reconstruction (comme en témoignent les multiples coups d'État qui ont suivi). Néanmoins, l'intervention militaire française a été bien accueillie en France et outre-Atlantique, en raison de sa réussite tactique et de sa contribution à contenir les groupes terroristes.

En prenant le relais, l'opération Barkhane incarne les nouvelles priorités de la France, adaptées face à la résurgence des groupes djihadistes dans la région sahélo-saharienne. Malgré le soutien des forces africaines, cette nouvelle opération a du mal à contenir l'ennemi, qui trouve refuge au Niger et au Burkina Faso. La traque et l'élimination des leaders des groupes armés semblent multiplier leur résurgence, comme l'Hydre de Lerne. Finalement, la présence militaire française soulève des questions dans l'opinion publique quant aux objectifs réels de l'opération et à ses conséquences, ainsi qu'au soutien de la France envers les putschistes, contribuant à l'échec tant sur le plan militaire que politique.

Toutefois, **la détérioration de l'image et de l'influence française au Mali et au Burkina Faso ne résulte pas uniquement des échecs politiques et militaires de la France**. En effet, elle découle également d'une propagande externe menée par des acteurs étrangers cherchant à évincer Paris de ces régions d'influence.

Les Coups d'État récents : vers un effet domino ?

Ces derniers mois ce sont 7 pays qui ont connu un coup d'État et ont basculé. En aout 2020 le Mali, en Avril 2021 le Tchad, en septembre 2021 c'est la Guinée d'Alpha Condé, en Octobre 2021 le Soudan, en janvier 2022 le Burkina Faso, en Juillet 2023 le Niger et donc en aout 2023 le Gabon. Ce n'est pas tant la multiplication des coups d'État qui choque, l'Afrique étant habituée à cela (**depuis 1952, 220 coups ont eu lieu sur le continent, soit 70% des coups dans le monde**), c'est le rapprochement de ces coups d'État qui interpelle, tant géographiquement que temporairement. Ainsi certains craignent déjà

une contagion et un effet domino qui pourrait se montrer néfaste tant pour la France que pour l'Afrique.

Pour autant il ne faut pas sombrer dans le fatalisme car **tous ces coup d'État ne se ressemblent pas et ne possèdent pas les mêmes causes**. Les coups d'État ayant eu lieu cette année, au Niger et au Gabon n'ont pas véritablement de points communs, tout ce qui les rapproche est la colonisation française et la faiblesse des institutions. Pour le reste il est difficile de généraliser tant les situations sont éloignées, alors que le Niger était un pays faisant partie des plus pauvres du monde mais avec une pratique démocratique qui forçait au respect, le Gabon est au contraire un des pays les plus riches du continent mais avec une corruption endémique qui déplaisait à sa population.

Alors que le président démocratiquement élu Mohamed Bazoum avait choisi de conduire des réformes importantes des généraux ont décidé de le confiner dans sa résidence et de prendre le pouvoir, se moquant bien des appels de la CEDEAO et de la communauté internationale (la France en tête) à cesser ce coup. Les généraux ont bénéficié d'un climat tendu dans le pays, en proie à des problèmes économiques et sécuritaires majeurs avec par exemple la menace djihadiste. **C'est cette dernière qui explique la forte présence française dans le pays avec 1 500 soldats, alors que l'armée a dû quitter le Mali et le Burkina Faso plus tôt et se servait du pays comme de sa dernière base avancée dans sa lutte contre l'islam radical dans la région**. Les généraux putschistes se sont servi de cette présence française comme épouvantail pour expliquer leur prise de pouvoir. Emmanuel Macron a toujours défendu Bazoum, seul chef d'État légitime alors que la population n'était pas anti français comme a bien voulu le faire croire les putschistes à Niamey.

Le Gabon présente une situation différente, **alors que le pays est riche et vit d'une rente que de nombreux pays envient**. Le sentiment anti-français y est très faible dans ce pays qui a toujours été représentatif des bonnes relations entre la France et l'Afrique. Le point de discorde résidait surtout

dans la corruption et le mauvais fonctionnement des institutions, dans un pays extrêmement corrompu (136^{ème} sur 180 dans le dernier classement d'Amnesty International) alors que le clan Bongo est au pouvoir depuis plus de 55 ans. C'est bien la démocratie et la manque de celle-ci qui a poussé les généraux à passer à l'acte, alors que l'État de Droit était clairement en danger dans le pays (à la différence du Niger).

L'envie de démocratie et la volonté de changement ont véritablement été un des moteurs du déclenchement des différents coups d'État dont nous parlons. La Guinée d'Alpha Condé a connu un coup d'État lorsque celui-ci a décidé de changer la constitution pour autoriser 3 mandats successifs, transformant le pays en un ersatz de démocratie. Les institutions faibles et la mauvaise gouvernance ont également expliqué les prises de pouvoirs de militaires au Mali ou au Burkina Faso.

Les nombreuses spécificités nationales nous invitent à la prudence et nous empêchent de dire qu'un effet domino dans la zone est à prévoir. Pourtant faute d'action de la France et des Occidentaux au sens large, nous pourrions voir **une contagion à la zone et la multiplication des coups d'État alors que de nombreuses élections capitales auront lieu l'année prochaine...**

L'AFRIQUE, TERRAIN DE CONCURRENCE ET DE NOUVELLES INFLUENCES

LE MODELE CHINOIS ENTRE ACCORDS COMMERCIAUX ET SOFT POWER

Le principe de non-ingérence dans les affaires internes fer de lance de la politique étrangère chinoise

La Chine exerce un rôle central sur la scène mondiale, visant à renforcer sa position et son influence à l'échelle planétaire. **Le géant asiatique considère l'Afrique comme un levier essentiel, non seulement d'un point de vue politique, mais surtout sur le plan économique, pour réaliser ses ambitions de puissance globale.** Cette perception a des conséquences significatives pour la France, qui voit son influence au Sahel affaiblie, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle dynamique géopolitique favorisant la Chine. Cette dernière émerge comme une alternative attractive pour les élites sahéliennes, proposant un partenariat qui se montre attentif aux réalités politiques et sociales grâce à ses initiatives économiques.

L'instabilité du Sahel, caractérisée par des conflits internes au Mali et au Burkina Faso, la présence croissante de groupes djihadistes dans la région frontalière et la prévalence de la pauvreté, contribue à créer un environnement complexe et sujet à des défis sécuritaires. Face à cette dynamique, **les pays africains se tournent vers de nouveaux partenaires économiques pour surmonter ces crises.** De plus, le changement de cap de la politique économique française et sa remise en question des relations politiques avec certains États africains ont affaibli sa position dans la région, ouvrant ainsi la porte à des alliances externes. Dans ce contexte, l'approche stratégique chinoise envers les nations sahéliennes, et plus généralement envers les pays africains, se démarque de l'approche française. Le président

chinois, Xi Jinping, adopte une politique de non-ingérence envers cette zone géographique, malgré les enjeux socio-économiques et sécuritaires considérables.

Alors que la France est critiquée par les États sahéliens pour son manque de clarté dans ses propositions sécuritaires et économiques, **la Chine adopte une position indépendante vis-à-vis du modèle politique de ses partenaires**. L'orientation politique d'un pays importe moins que les partenariats économiques avec les nations sahéliennes. Contrairement à la France, la Chine ne soutient pas directement les acteurs locaux et évite toute ingérence dans les décisions politiques internes de ses nouveaux alliés. Sa présence économique en Afrique est avant tout pragmatique, axée sur le développement économique et les échanges commerciaux. Cette politique de non-ingérence offre un avantage significatif aux pays instables, même ceux avec des systèmes politiques discutables. La Chine se positionne comme une alternative aux institutions financières traditionnelles et aux partenaires classiques tels que la France. Son objectif premier est de bâtir des relations stables et durables avec les nations du Sahel, en maintenant une présence subtile et non intrusive.

En conséquence, la Chine présente une stratégie distinctive par rapport à celle de la France, un élément qui a contribué à l'affaiblissement de l'influence française. Néanmoins, **la puissance asiatique s'implique dans des domaines stratégiques qui mettent Paris dans une situation délicate vis-à-vis de ses homologues africains**.

La logique d'expansion chinoise commerciale et financière aux retombées diplomatiques bénéfiques

Bien que la Chine ne soit pas traditionnellement considérée comme un partenaire de longue date pour l'Afrique, car elle n'a pas joué un rôle majeur dans la création de l'Union Africaine (UA) ni dans la mise en place de sa structure actuelle, elle s'engage de plus en plus dans le financement des missions de maintien de la paix de l'UA. En 2019, **la Chine contribue à hauteur de 15% du budget total alloué à ces opérations**.

Ces investissements assurent à la Chine une position solide et notable sur le continent, où la promotion de la paix est une priorité. En outre, les dons et les financements de projets chinois en Afrique, comme le don de 200 millions de dollars en 2012 pour la construction d'un centre de conférences et du nouveau siège de l'Union Africaine en Éthiopie, renforcent l'attractivité de la Chine et son engagement envers les États africains. Aujourd'hui, la Chine est un acteur majeur pour l'Afrique, rivalisant avec les grandes puissances occidentales. **Le terme "Chinafrrique" symbolise son influence et la perception qu'en ont les acteurs internationaux.**

En outre, outre sa politique de non-ingérence, **un autre point fort de l'approche chinoise réside dans la stratégie "gagnant-gagnant" préconisée par Pékin.** La Chine voit en l'Afrique une opportunité de renforcer son poids dans les décisions mondiales, tout en considérant le continent comme une source de ressources naturelles à exploiter. Du côté des pays africains, ils voient en cette deuxième économie mondiale une chance d'obtenir des infrastructures opérationnelles et des ressources financières pour stimuler leur développement économique national. Il est important de noter que le principal bénéficiaire de cette relation demeure la Chine. En effet, ses exportations vers l'Afrique ont atteint une valeur de 110 milliards de dollars en 2022. De plus, les ressources financières chinoises font d'elle le plus grand créancier des pays africains, détenant ainsi un tiers de la dette extérieure africaine en 2019. Cette stratégie positionne la Chine en tant que premier partenaire commercial de l'Afrique, laissant la France dans l'ombre et incapable de rattraper son retard dans sa sphère d'influence.

Au Soudan, malgré l'instabilité du pays, **la Chine occupe la première place en tant que partenaire commercial de Khartoum, un centre riche en minéraux qui a enregistré 2,5 milliards de dollars d'échanges en 2021.** Les liens entre la Chine et ce pays d'Afrique du Nord remontent aux années 1990, avec les premiers investissements réalisés en 1996. En 2022, ces liens se sont approfondis avec la mise en place de la première liaison maritime directe entre Port-Soudan et Qingdao, sur la côte chinoise. Les entreprises chinoises

opèrent au Soudan dans des secteurs tels que les hydrocarbures et les travaux publics. Cependant, **le conflit soudanais qui a éclaté le 15 avril 2023 entre le général Mohammed Hamdan Daglo, de la Force de soutien rapide, et le général Al-Burhan, des Forces armées du Soudan, a forcé la Chine à évacuer ses ressortissants de la zone.** Les affrontements entre ces deux généraux ont plongé le pays dans une guerre ouverte, mettant la population dans une situation précaire et dangereuse. Cette guerre civile pousse la Chine à prendre des mesures de sécurité majeures pour protéger ses ressortissants. Ce contexte sécuritaire soulève des interrogations quant à la viabilité de sa politique économique et à son efficacité à long terme. En effet, le devenir de ses entreprises présentes au Soudan ou dans d'autres pays en proie à des conflits militaires reste incertain.

La présence chinoise en Afrique doit être observée dans un contexte plus global. Bien que la Chine s'intéresse à l'Afrique pour résoudre des défis économiques internes, elle perçoit aussi ce continent comme un moyen d'atteindre des objectifs plus vastes notamment en matière diplomatique. **Le soutien financier de Pékin envers les pays africains n'est pas désintéressé car elle lui assure un soutien diplomatique sur la scène internationale.** C'est le cas évidemment en Afrique, mais également dans les instances onusiennes lorsqu'il est question du Xinjiang, du Tibet ou de Hongkong. La Chine ne tolère aucune critique et entend le rappeler à ses amis africains. Aucun pays du continent n'a d'ailleurs osé soutenir la cause des musulmans ouïgours, dont plus d'un million sont internés dans des camps de travail en Chine, selon plusieurs ONG et l'ONU. La République démocratique du Congo (RDC) et l'Égypte ont même ouvertement apporté leur soutien à Pékin. Cet alignement des pays africains sur la politique étrangère de Pékin permet à la Chine de placer un de ses ressortissants à la tête de chaque agence spécialisée des Nations unies, soit l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Onudi (développement industriel) et la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). Bien que la forte implication chinoise ne soit pas en soi un problème, étant donné que la Chine est devenue le deuxième contributeur des Nations unies, y compris

pour le financement des opérations de maintien de la paix, les directeurs chinois nommés ont tendance à agir d'abord comme des instruments de la politique chinoise, en abusant de leur statut de fonctionnaires internationaux.

Cette tendance s'est manifestée dans le cas d'Interpol en 2020, où le directeur chinois a été arrêté à Pékin et condamné pour n'avoir pas suffisamment pris en compte les intérêts chinois dans l'exercice de ses fonctions. En 2019, les services de renseignement américains ont critiqué la direction de l'Union internationale des Télécommunications qui suit une politique alignée sur les intérêts chinois dans le domaine stratégique des télécommunications, notamment en faisant appel à des experts et à des équipements russes ou chinois.

Ainsi la Chine étend son influence sur le continent africain au détriment de la France par le tissage de nombreux partenariats commerciaux ainsi que **l'octroi d'une aide financière peu regardante sur le respect de la démocratie et des droits de l'Homme afin de récolter des dividendes diplomatiques** qui lui permettent de peser davantage sur la scène internationale. Toutefois, la Chine n'est pas le seul acteur à profiter du recul de l'influence occidentale en Afrique, **Moscou a su tirer son épingle du jeu à travers une approche stratégique russe au travers de la société militaire privée Wagner.**

LE JEU D'INFLUENCE RUSSE : UN REMPLAÇANT A L'INFLUENCE FRANÇAISE SUR LE CONTINENT

Wagner relai d'influence officieux du Kremlin où l'irrigation du sentiment anti français

Officiellement, **le groupe Wagner n'a pas de statut formel**, c'est-à-dire qu'il n'existe aucune documentation enregistrée d'une entreprise portant ce nom. Néanmoins, son apparition remonte au conflit ukrainien en 2014, selon Sergey Sukhanlin, chercheur principal à la Jamestown Foundation.

Le groupe Wagner est une entité enveloppée de mystère, avec de nombreuses zones d'ombre. Sa nature opaque rend son analyse complexe. Allant au-delà d'une simple entreprise privée, **ses activités englobent le déploiement de mercenaires et l'exploitation de ressources naturelles, tout en servant les intérêts géopolitiques de la Russie, malgré les démentis du Kremlin**. Il est actif en Ukraine et déploie ses forces au Mozambique, au Soudan, à Madagascar, ainsi qu'en République centrafricaine. Plus récemment, sa présence a été observée au Mali.

En effet, **la junte militaire malienne a confirmé la présence de conseillers militaires russes dans la région**. De plus, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a admis la présence du groupe au Mali, une affirmation corroborée par la France et les États-Unis. Moscou affirme que cette présence découle d'un accord avec le gouvernement local visant à assurer la sécurité. Cependant, le groupe Wagner est accusé d'entreprendre des actions contraires au droit international et de violer les droits de l'homme. En effet, ACLED a documenté 480 décès de civils attribués aux opérations du groupe Wagner en collaboration avec les forces maliennes. Ce groupe est également accusé de cibler de plus en plus de civils en commettant des actes de violence tels que viols, pillages et vols.

Cependant, malgré les exactions envers la population civile, quelles raisons justifient le recours à ce groupe ? En premier lieu, **l'option russe offre un avantage significatif aux gouvernements militaires du Sahel**. Wagner est

intervenue au Mali à partir de 2021, après la rupture des relations entre le gouvernement malien et son allié traditionnel, la France. L'échec de l'opération Barkhane et les coûts considérables au Sahel ont créé un contexte politique particulièrement instable. **Ces vulnérabilités poussent les dirigeants locaux à se tourner vers des entités moins regardantes sur les normes démocratiques et impliquées dans des activités illégales.** Malgré des accords de protection en tandem avec les forces gouvernementales, Wagner continue de perpétrer des atrocités envers les civils, comme en témoignent les violences ciblées contre la communauté peul au Mali, perçue comme une menace par le gouvernement en place.

De plus, **les élites maliennes étaient initialement en faveur de l'opération Barkhane en raison de la stabilité qu'elle promettait dans le nord du pays.** Cependant, l'intervention occidentale dans la lutte contre le terrorisme s'est avérée être une impasse politique et sécuritaire, face à la montée de la violence au Sahel. Dès 2016-2017, le Groupement des Patriotes, une organisation de la société civile, a lancé une pétition pour demander l'intervention russe au Mali dans la lutte contre le terrorisme. En effet, bien avant l'arrivée du groupe Wagner dans la région sahélienne, la Russie a utilisé son pouvoir d'influence pour façonner l'opinion publique et promouvoir l'option russe, gagnant ainsi en popularité dans le pays. Cette approche sécuritaire inclut la fourniture d'armements et la mise en place d'opérations conjointes contre le terrorisme. Les gouvernements sont ainsi dotés d'un arsenal sophistiqué, les habilitant à mener une lutte autonome et à afficher confiance en leurs succès.

La Russie voit en l'Afrique une opportunité d'accroître son influence et d'accéder aux ressources naturelles. À travers des accords de coopération militaro-technique, Moscou sécurise son accès aux gisements miniers. La présence russe au Mali découle donc de la recherche de gisements d'or pour financer ses propres opérations. Cependant, récemment, les mercenaires de Wagner ont agi de manière indépendante des forces gouvernementales à Moura, dans la région de Mopti, le 10 mai 2022, causant la mort d'au moins 500 personnes selon l'ONU. Cet incident soulève des préoccupations sur la

dangereuse de l'expansion du groupe Wagner et suscite des inquiétudes quant à la possibilité que ses actions s'étendent en Afrique, comme observé en République centrafricaine.

En effet, des questions émergent quant à **la durabilité de la présence de Wagner**. Jusqu'à présent, la stratégie proposée par ce groupe semblait avantageuse pour le Mali, car elle impliquait une coordination avec une position de commandement majeure dans la prise de décisions. **Cependant, les événements récents indiquent que le groupe agit de manière unilatérale.** Ainsi, la présence russe semble avoir dépassé le contrôle des dirigeants locaux. De plus, bien que le Mali bénéficie d'opérations conjointes de lutte contre le terrorisme, les résultats demeurent mitigés. En effet, les actes violents perpétrés par le groupe Wagner ont accru le sentiment d'insécurité dans la région, incitant certaines personnes à rejoindre le Jama'at Nasr al-Islam wal (JNIM). L'influence de la Russie sur l'opinion publique malienne, visant à légitimer la présence de Wagner, révèle une autre stratégie russe : la guerre de l'image et la propagation du sentiment anti-français.

En effet, dans sa stratégie d'influence en Afrique, **la Russie vise à évincer son principal rival, à savoir la France**. Au Mali, l'opération Barkhane et ses répercussions sur la population et les élites locales constituent des sujets sensibles. Sous la direction de Vladimir Poutine, la Russie exploite cette fracture diplomatique pour renforcer sa présence. En plus des actions répréhensibles menées par le groupe Wagner en collaboration avec les forces armées nationales, la Russie met en œuvre une approche visant à fomenter un sentiment anti-français et à remporter la bataille des opinions. Dans ce bras de fer géopolitique en Afrique, la guerre de l'image joue un rôle central. **La Russie mène des campagnes d'envergure de désinformation dans le but de discréditer la France et d'attiser les sentiments de méfiance déjà existants.** Par exemple, des vidéos satiriques sont diffusées à destination de la population malienne, se moquant du statu quo de la force militaire française et mettant en avant de prétendus succès rapides des forces russes. En République centrafricaine, les intérêts de Poutine

pourraient être liés aux allégations d'assassinat du président Faustin-Archange Touadéra en 2022. Cette stratégie de désinformation et de manipulation de l'opinion publique vise à ternir l'image de la France en Afrique tout en renforçant la crédibilité de la Russie en tant qu'alternative viable. **En exploitant les mécontentements et les animosités existantes, la Russie cherche à accroître son emprise sur les plans politique, économique et militaire dans la région.**

De plus, les messages et **les contenus favorables à la Russie sont diffusés et amplifiés par des acteurs proches du Kremlin sur les plateformes de médias sociaux au Burkina Faso et dans d'autres États**, en collaboration avec le groupe Wagner. La stratégie russe est simple : glorifier sa propre image tout en discréditant l'ennemi aux yeux de l'opinion publique africaine. L'autopromotion est de mise, s'illustrant à travers la diffusion de dessins animés et de films au Mali, dépeignant la France comme une force déclinante et la Russie comme les sauveurs du peuple malien. Des mises en scène morbides sont également orchestrées, telles que les images du charnier au Mali en 2022, accusant l'armée française d'avoir perpétré des massacres de civils. Les images satellitaires françaises ont pu contester cette position, montrant des mercenaires russes en train d'enterrer des corps et de les prendre en photo. **Le président de la République française a d'ailleurs reconnu la campagne de lutte anti-française lors de son discours du 1er septembre 2022, lors de la Conférence des Ambassadeurs et des Ambassadrices à Paris.**

De fait, la campagne de désinformation russe à l'encontre de la France vise des objectifs stratégiques clairs. Le but est de récolter les faveurs de la population locale et des chefs de gouvernement afin de créer des partenariats de coopération permettant à la Russie de profiter des ressources naturelles du continent et de peser plus lourdement sur la scène internationale.

La Russie à la conquête des ressources et des gouvernements

Les relations établies entre l'Afrique et la Russie ne sont pas de récente date, ayant pris racine dès l'époque soviétique. En effet, leur rapprochement s'inscrivait alors dans une dimension à la fois idéologique et économique, notamment par le biais de l'exploitation de la bauxite en Guinée. Cependant, après une interruption de dix ans dans leurs interactions, la dynamique d'implantation du Kremlin en Afrique trouve principalement son moteur dans l'activité internationale des entreprises russes. La présence de sociétés russes en Afrique subsaharienne, telles que Gazprom, Rosneft et Lukoil, s'est érigée en concurrent sérieux. En effet, l'attraction exercée par ces entreprises est nourrie par la compétitivité des prix héritée de l'ex-URSS, défiant ainsi toute concurrence. De plus, semblable à la Chine, la Russie bénéficie de l'absence de passif colonial, lui conférant une aura d'acteur "moins intéressé".

Afin de consolider son empreinte durablement, **Vladimir Poutine œuvre à la mise en place de projets structurants**, élargissant par là-même sa coopération aux nations voisines dans le but d'amplifier son réseau de partenaires économiques. Le cas de l'oléoduc reliant le Mozambique et le Zimbabwe en est une illustration patente. En reliant ces deux nations, la Russie jette les bases de futures coopérations avec ses entreprises, ainsi qu'avec les pays voisins tels que le Malawi et la Zambie.

Il convient de noter que ces entreprises assurent à la Russie un accès au gaz naturel via son extraction, son traitement et son acheminement. De plus, elles permettent à la Russie de s'investir dans une multitude d'activités allant de l'extraction minière (Alrosa) au nucléaire civil (Rosatom), en passant par l'industrie de l'armement (Rosoboronexport).

D'autre part, **la présence économique accrue de la Russie en Afrique découle de son intention de forger des partenariats qui lui octroient un levier sur la scène internationale.** En effet, bien qu'étant membre d'organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Fonds monétaire

international (FMI), et participant à des alliances stratégiques telles que le G20 et la Coopération économique Asie-Pacifique, Moscou vise à se rapprocher des BRICS. Cette proximité lui permettrait d'établir un monde multipolaire en influençant les prises de décision dans les instances régionales et mondiales.

Effectivement, **la forte présence de ses entreprises dans divers pays africains autorise la Russie à investir massivement sur le continent**, consolidant ainsi son implantation durable tout en gagnant en autonomie énergétique. Cependant, malgré cette présence économique notable de la Russie en Afrique, sa part d'investissement demeure modeste en comparaison de celle de la Chine. En effet, alors que Pékin injecte près de 130 milliards de dollars en Afrique, la Russie ne représente qu'une somme de cinq milliards.

En dehors de sa présence économique officielle en Afrique via ses entreprises, **la Russie pille l'Afrique par sa milice Wagner qui noue des contrats sécuritaires avec les gouvernements africains en échange d'une rémunération sur les ressources minières des pays**. En effet, au Soudan, l'entreprise russe Meroe Gold est dirigée par un certain Mikhaïl Poptekine appartenant au groupe Wagner a passé, un contrat le 28 décembre 2020 avec le gouvernement soudanais. Le Soudan est le troisième exportateur du continent. **L'extraction de l'or est contrôlée par le gouvernement qui délivre des licences**. Au Mali, l'entreprise Wagner a réussi à faire modifier le code minier du pays afin de pouvoir exploiter légalement 3 mines d'or dans la région.

Récemment, **la Russie et la junte au pouvoir au Burkina Faso ont signé des accords pour le partenariat militaire entre les deux pays**. Cela ne faisait aucun doute depuis que le Colonel Traoré, chef de l'État burkinabé par intérim, avait encensé Poutine lors du sommet Russie Afrique, mais cela montre bien que l'influence russe dans la région grandit et que la mort d'Evgueni Prigojine n'a en rien mis un terme aux velléités russes.

NOS ALLIES PORTES AUX ABONNES ABSENT

L'Europe inexistante sur ce thème

On peut entendre un peu partout que les Européens devraient se faire entendre davantage sur la question de l'Afrique, revoir leur copie pour parler d'une seule et même voix. Mais dire cela constitue un véritable non-sens alors que **la plupart des pays européens n'ont aucune volonté de se démarquer diplomatiquement et que l'Europe de la Défense n'est qu'un doux rêve.**

Dans la récente crise au Niger, **les Européens qui sont théoriquement nos alliés n'ont pas eu de mal à tirer à boulets rouges sur la France** et sa vision des événements. Ils ont montré une fois de plus que leur attrait de la chose diplomatique était limité et qu'ils préféreraient se cacher derrière le bouclier diplomatique américain. L'Allemagne n'a pas été en reste dans cet épisode alors que Berlin ne manque jamais une occasion de critiquer Paris. Le premier ministre letton a par ailleurs déclaré qu'il serait plus avantageux à l'avenir de laisser la diplomatie avec l'Afrique aux pays sans histoire coloniale¹, pique à moitié dissimulée à la France qui est le bouc-émissaire facile d'une élite européenne atlantiste. L'Union européenne par ailleurs a soutenu Macron et lui a apporté tout son soutien, ce fut fait par l'intermédiaire de Josep Borell et de l'EEAS (European External Action Services) mais sa portée est limitée comme nous le savons.

Nos alliés européens ne réalisent pas que nous intervenons au Niger et plus généralement en Afrique sub-saharienne pour défendre leurs intérêts. Nos partenaires ne voient pas que plus que la sécurité du continent, c'est leur survie qui est en jeu ici car cela débouchera sur une immigration illégale et des trafics en tous genres si la France venait à quitter le continent. Les Américains eux-mêmes prétendent que la France doit quitter le continent et suggèrent une action européenne pour se substituer à la France, tout en

¹ <https://www.politico.eu/article/latvia-krisjanis-karins-eu-latin-america-pm-let-eu-countries-with-no-colonial-past-lead-diplomacy-with-brics/>

sachant que la défense et la diplomatie européennes n'existent pas. Pensez-vous que l'Allemagne pour ne citer qu'elle, sera en mesure de défendre nos intérêts et que son armée pourra se rendre sur le terrain avec nos alliés africains pour les former, alors qu'il est dur pour les officiers de la Bundeswehr de quitter ses tentes climatisés une fois sue place ?

Le double-jeu américain

Nous n'entendons pas assez parler de la diplomatie américaine quand il s'agit des affaires africaines et pour certains il semble que nos alliés outre-Atlantique soient exempts de tous reproches. Pour autant, comme les Russes ou les Chinois, ils se délectent de nos déboires et ne sont pas les derniers à profiter du sentiment anti-français.

Il faut signaler que le Niger est aussi important pour les Américains que les Français, le pays comptant sur place 3 bases et 1100 soldats. C'est une place importante pour leur armée, alors que la lutte contre le djihadisme et l'autoritarisme islamique est important pour eux. Mais ils adoptent une stratégie un peu différente de celle des Français.

Au Niger justement, alors que la France condamnait le coup d'État et demandait le retour sans conditions du pouvoir légitime et se montrait attaché à l'État de droit, **les Américains se montraient plus mesurés demandant le retour à l'ordre sans toutefois qualifier tout cela de « coup d'État ».**

La mesure américaine, qui a amené la numéro 3 de la Diplomatie américaine à chercher à parler avec les putschistes, tranche avec la dureté française. Alors qu'ils sont nos alliés, les Américains ne verraient aucun problème à nous remplacer en Afrique. Sans aller jusqu'à faire usage de fake news comme les Russes, mais ils demandent à ce que la France quitte le Sahel où elle n'aurait aucun intérêt et qu'elle quitte son pré carré.

Cette haine de l'armée française remonte au refus français d'intervenir en Irak et de suivre les Américains, ceux-ci ne résonant que de manière

simpliste, voyant depuis cet événement les Français comme peu fiables. En vérité, **les Américains voient d'un mauvais œil notre Indépendance stratégique**, ils continuent à raisonner dans une logique de bloc, en ne s'alignant pas systématiquement sur leurs positions nous sommes forcément contre eux et il est nécessaire de nous le faire payer.

De plus, **les Américains ont vu d'un très mauvais œil notre retrait du Mali et du Burkina Faso, alors qu'ils perdaient un allié précieux dans la zone.** Ils voyaient cela comme la porte ouverte à l'avancée de la Chine et de la Russie dans la zone, chose impensable pour eux, ce qui les a poussé à se mêler des choses sachant que la France était incapable de faire le boulot.

Pour les Américains, **la France s'est montrée coupable d'une forme d'amateurisme diplomatique qui les pousse à occuper l'espace pour ne pas voir le continent devenir la chasse gardée de la Chine et de la Russie.** Ils continuent à se voir comme leader du monde libre et de l'Occident ce qui les pousse à nous dépasser et tenter de nous remplacer en Afrique, malgré notre position d'alliés.

NECESSITE DE REPENSER NOS RELATIONS AVEC L'AFRIQUE

LA RESTAURATION DE L'IMAGE POLITIQUE ET FRANÇAISE PAR UNE NOUVELLE DEFINITION DES RELATIONS ENTRE PARIS ET L'AFRIQUE

La stratégie de mise en œuvre dans la préservation des intérêts français doit se découper en deux volets : **le premier est la restauration de l'image de la France au Mali, et le second est la redéfinition des objectifs militaires.**

Sur le premier volet, la France a commencé à évoluer en combattant la lutte contre la désinformation notamment **par la diffusion du charnier marquant un coup contre la propagande mensongère de Wagner à l'encontre des forces armées françaises.** Paris s'est lancée dans la création d'un média d'influence ayant pour but de contrer la guerre informationnelle qui fait rage en Afrique et plus particulièrement à l'Ouest. En effet, **c'est au travers d'un média appelé le "pure player", qui doit voir le jour dans le cadre de la "Maison des mondes africains et diasporas" depuis 2021,** que la contre-attaque française se met en place. Même si aujourd'hui le média n'a pas encore vu le jour, Paris est à la recherche de moyens afin de créer un réseau efficace dans la lutte contre la diffusion des messages anti-français. Ainsi, le Quai d'Orsay a imaginé la mobilisation de plusieurs acteurs, tels que TV5 Monde, l'Agence France-Presse et France 24, afin de contrer les "fausses nouvelles" et autres rumeurs. Cependant, cette mobilisation comprenant plusieurs journalistes pour lutter contre la propagande n'a pas fait l'unanimité. En effet, **certains journalistes ont préféré déclinier l'offre, ne souhaitant pas prendre part à la lutte d'influence de la diplomatie française.**

Afin de gagner en efficacité, **la politique française doit être moins artificielle, plus subtile et s'orienter vers des acteurs locaux pour gagner**

en légitimité. Il n'est pas trop tard, Paris peut encore changer la donne en adoptant une stratégie politique à long terme. Grâce au travail acharné et à des partenariats gagnant-gagnant, la France pourra occuper une position d'influence élevée en Afrique, afin de regagner les cœurs et les esprits locaux.

Désormais, **Paris doit prendre l'initiative et s'assurer de ne plus se laisser rabaisser par d'autres acteurs, en adoptant un discours plus offensif**, elle doit rendre sa politique étrangère attractive pour les États sahéliens. Pour cela, la mise en place d'une continuité politique et la prise de positions sont primordiales afin d'éliminer toute incompréhension de la part des acteurs locaux.

La capitale doit rendre son offre politique moins opportuniste en **priorisant les attentes de la population civile, en instaurant de nouveaux dialogues pour renforcer la coopération**, en cessant d'interférer dans les prises de décision politiques et en collaborant sur des défis communs. Au contraire, la France doit être perçue comme un médiateur qui favorise la stabilité régionale des États, afin de rendre leur partenariat durable et efficace. D'autre part, même si Paris rend son offre politique plus attractive, il est nécessaire que la capitale travaille en profondeur pour redorer son image. Ainsi, elle doit revoir sa stratégie de communication et adopter une approche plus offensive dans la guerre de l'image, en veillant à ce qu'aucun autre acteur ne prenne le dessus.

Le second volet de la stratégie de préservation de l'influence française en Afrique se doit de passer par **une redéfinition des objectifs militaires français dans la zone.** L'arrêt officiel de l'opération Barkhane au Mali laisse un goût amer au gouvernement français, pour autant elle reste présente au Niger et au Tchad. Le redéploiement stratégique de la force Barkhane au Niger et au Tchad est l'illustration d'un changement dans la mise en place des partenariats militaires qui donne une plus grande marge de manœuvre aux forces locales agissant dans la zone. Paris met en œuvre des opérations de conseil, de formations et d'entraînement afin renforcer les capacités

opérationnelles de ces armées. Pour autant, Paris se doit d'être réaliste sur le potentiel réel des armées locales, et comme le dit un dicton "l'union fait la force", à défaut, Paris se doit de promouvoir et d'accompagner l'interopérabilité entre les armées sahéliennes notamment celle du Tchad et de la Mauritanie qui apparaissent seules, capables de lutter efficacement contre la menace de djihadistes. Enfin, **il convient d'ériger en priorité absolue la sécurité des populations civiles pour les armées locales dans la lutte contre le terrorisme** afin limiter le ressentiment des populations locales à l'encontre des armées régulières subsahariennes et ainsi limiter le basculement de la population en faveur des groupes armés terroristes.

REPENSER NOTRE STRATEGIE EN AFRIQUE

Un nouveau logiciel

Si la France en est là aujourd'hui c'est avant tout car notre stratégie africaine est périmée et ne peut nous apporter que ressentiment.

Si nous sommes vu comme néocolonialistes, c'est avant tout car **notre stratégie s'est toujours basée sur le clientélisme qui a conduit à une corruption endémique**. Même si nous ne sommes pas directement responsables de cette corruption, nous sommes automatiquement vus comme les responsables, ce qui est accentué par nos concurrents qui s'en donnent à cœur joie par médias interposés. L'aide versée par la France bien souvent ne sert pas son dessein premier et reste aux mains de certaines élites, le peuple n'en profitant pas. C'est cette absence de résultats probants qui exacerbe. Si la France venait à se concentrer davantage sur les villes moyennes ou les petites villes plutôt que de se focaliser sur les grandes villes, alors les résultats seraient bien meilleurs. De plus la France devrait se concentrer sur la société civile et les entreprises locales, en subventionnant l'éducation ou en aidant au développement de projets à l'impact réel sur l'économie. Pour éviter toute malversation et contourner la corruption, la France devrait se servir des institutions financières de développement pour financer des projets d'avenir et aider les pays africains à transformer les

matières premières eux-mêmes, pour aider au développement économique de la zone alors que trop souvent elle s'enferme dans la rente sans être en mesure de produire des biens manufacturés. **Les Chinois par exemple investissent en masse en Afrique comme on a pu le voir, mais les contrats vont à des entreprises chinoises dopées aux aides publiques** ce qui les avantagent considérablement. Cette situation ne plait pas aux locaux et si la France montre qu'elle se soucie des économies et des population alors elle est en mesure de rattraper son retard. De plus, en investissant dans l'éducation elle répondrait à un problème important pour les Africains. Agir ainsi permettrait de se racheter...

La France est souvent vue comme un donneur de leçon qui se montre coupable d'ingérence au sein des États. Son aide financière comme militaire est conditionnée à une démocratisation et au respect de l'État de Droit. Mais elle semble porteuse d'un « deux poids deux mesures » qui la dessert en Afrique. À juste titre la France continue de soutenir Bazoum et demander le respect de l'ordre constitutionnel et de la démocratie. Mais de l'autre côté nous n'avons eu aucun remord à appuyer le coup d'État constitutionnel de 2021 au Tchad. Nous sommes vus comme opportunistes, ce qui rajoute à la vision d'un pays néocolonial. En se disant défenseur de la démocratie, en prévoyant offrir cela sans se rendre complice d'ingérence, la France pourrait redorer son blason. En ne donnant pas son avis mais en appelant à la mesure et à l'ordre, la France aurait tout à gagner et serait mieux vue par des Africains. Historiquement la France s'appuie sur des régimes et des hommes sans montrer d'intérêts véritables pour les pays tant que les siens ne sont pas en dangers. En défendant la démocratie, l'État de Droit et le développement en Afrique, en demandant à se débarrasser de la corruption, elle serait plus audible et plus appréciée, Il faut donc adopter une ligne plus pragmatique et se montrer avant tout intéressé par l'avenir des pays pour se repenser et se refaire une santé sur le continent.

Enfin, **il ne faut pas hésiter à jouer au même jeu que nos concurrents dans la zone**, notamment en ce qui concerne les médias et la guerre informationnelle. Aujourd'hui la France souffre de la comparaison avec la

Chine ou la Russie sur le plan médiatique alors que leurs investissements sont massifs (près de 500 millions de dollars l'année dernière). La France a sous-estimé le potentiel de ses médias, pire son financement à l'audiovisuel public a baissé dernièrement avec la fin de la redevance. Certains pays voient à tort les chaînes françaises comme porteuse de désinformation et n'hésitent pas à restreindre leurs émissions comme on a pu le voir au Mali ou récemment au Gabon. Face à cela Chinois et Russes (la Turquie est aussi rentrée dans la danse ces derniers mois) ont bien réalisé que c'était un moyen peu onéreux d'influencer les foules. Ainsi les Russes pour ne citer qu'eux n'ont pas de scrupules à alimenter la haine anti-français et diffuser des fausses nouvelles pour servir leurs intérêts, Ces chaînes diffusent désormais en français ou dans différentes langues régionales pour maximiser leur impact. **La France n'a pas compris que l'Afrique avait changé depuis de nombreuses années et qu'elle était entrée de plein fouet dans l'ère digitale, avec une population jeune qui s'informe davantage.** Cela peut être positif, mais si les Russes entre autres décident de diffuser de fausses informations à la population celles-ci seront plus facilement vues comme vraies. La France doit investir la sphère médiatique et se servir de ses chaînes de télévision et stations de radio.

De nouveaux centres d'attention et un rééquilibrage ?

Les derniers épisodes peuvent faire penser que notre présence dans certaines zones, notamment au Sahel est rendue impossible par l'instabilité.

Même s'il ne faut pas se montrer fataliste et que tout n'est pas perdu, il serait de bon ton de penser à se replier sur d'autres territoires africains où le sentiment anti-français est moins fort tels que **les pays du littoral et plus particulièrement du Golfe de Guinée** (le sentiment anti-français diffus n'est qu'une illusion entretenue par nos concurrents, ce sentiment existe mais est moins fort que ce qu'ils veulent bien dire).

La France reste un partenaire important dans cette zone riche et compte de nombreux alliés. La présence de ressources pousse à se dire qu'il ne faut pas abandonner ces pays. Jusqu'à preuve du contraire le coup d'État au

Gabon n'est pas motivé par la haine contre la France et a d'autres motivations. **La Côte d'Ivoire reste un pays important et une plaque tournante pour la France**, son armée qui y a des soldats et bien évidemment les entreprises. **Le Sénégal est aussi un pays important de la zone qui connaîtra des élections en février prochain et il serait ainsi de bon ton de s'y intéresser de plus près alors que Macky Sall ne se présente pas à l'élection et qu'il existe un risque réel d'instabilité.** Dakar, Abidjan et Libreville offrent des havres de paix et de stabilité, surtout elles servent de Pôles Opérationnels de Coopération qu'il ne faut pas perdre. Pourquoi pas imaginer une activité plus forte de la France en Afrique anglophone, après tout là-bas elle ne souffrirait pas d'une pseudo haine anti-français et du passé colonial mais au contraire pourrait faire valoir ses bonnes relations avec d'autres pays du Golfe pour rafler des contrats. Nos concurrents et surtout les anglo-saxons n'ont pas de gêne à parler avec nos anciennes colonies dans notre dos, pourquoi s'en priver ?

En conclusion, **la France pourrait offrir une réponse appréciable aux aspirations de l'Afrique et ses envies de multipolarité** alors que le continent ne veut pas s'engouffrer dans une guerre de blocs comme jadis.

UNE PERTE D'INFLUENCE GLOBALE ?

Vers un effacement progressif de la France dans le monde

Au-delà de l'Afrique **c'est bien l'influence globale de la France qui est en jeu ici.** En effet si la France venait à quitter l'Afrique définitivement, laissant sa place aux Russes, Chinois mais surtout Américains elle perdrait de son influence dans le monde et de sa capacité de projection. En se faisant renvoyer de l'Afrique manu militari, la France démarrerait sa mue en une puissance régionale périphérique, incapable d'intervenir et de se faire entendre dans le monde.

En partant d'Afrique, **la France passerait comme incapable de soutenir l'Ukraine et de former son armée**. Ce qui serait dommage alors qu'actuellement son rôle est important.

Les velléités de développement de l'aire d'influence française en Amérique Latine seraient remises en cause. Les récents accords avec le Brésil notamment étaient porteurs d'espoirs pour la France dans une région qui apparaissait comme la chasse gardée des Américains. Mais en devant quitter l'Afrique tout cela serait remis en cause.

L'indopacifique pourrait en pâtir également, en effet la fourniture de matériel français en masse avait fait énormément de bruit et plu à beaucoup de pays qui ne veulent pas voir la zone se transformer en terrain de jeu théâtre de l'affrontement entre États-Unis et Chine. La capacité française de projection dans la zone est jusqu'à présent intéressante et demande approfondissement, mais en perdant de son influence la France pourrait aussi devoir se dégarnir sur ce front faute de crédibilité.

À n'en pas douter la France doit être ramenée sur terre et nous devons réaliser que **notre logiciel n'est pas le bon en Afrique**. Pour autant le monde, et l'Afrique en particulier, a besoin de puissances intermédiaires comme la France pour se faire garant de la multipolarité et trouver de nouveaux équilibres. La France doit défendre cette voie alternative pour permettre aux nations en voie de développement d'exister et de ne pas se trouver asphyxié par les géants que sont la Chine et les États-Unis. Que dire de la Russie qui n'a pas que de bonne intention et est prête à installer une forme de néocolonialisme...

Une stratégie européenne ?

L'effacement progressif de la présence française en Afrique au profit d'une présence européenne suscite des débats et des réflexions quant aux voies à suivre pour assurer la stabilité régionale et renforcer les partenariats économiques. Une option envisagée pour déléguer la présence militaire est la création d'une force européenne coordonnée, qui

pourrait remplacer progressivement les opérations militaires unilatérales menées par la France. Une telle force bénéficierait de la diversité des compétences et des ressources des États membres de l'Union européenne, garantissant ainsi une approche plus équilibrée et concertée pour répondre aux défis sécuritaires complexes de la région. Cette transition pourrait contribuer à désamorcer les tensions liées à la présence française tout en maintenant un engagement européen en faveur de la stabilité et de la sécurité dans les pays africains concernés.

En ce qui concerne les partenariats économiques, **une approche de coopération renforcée entre l'Union européenne et les pays africains pourrait contribuer à limiter les flux migratoires**. Des investissements ciblés dans des secteurs tels que l'infrastructure, l'éducation, la santé et l'emploi pourraient créer des opportunités économiques et améliorer les conditions de vie locales, réduisant ainsi les incitations à l'émigration. Des accords commerciaux mutuellement bénéfiques pourraient également être établis, encourageant les échanges et favorisant le développement économique des pays africains. Cette approche favoriserait une coopération à long terme plutôt que des relations basées sur des intérêts unilatéraux, contribuant ainsi à renforcer les liens et à atténuer les pressions migratoires.

En somme, **une transition vers une présence européenne en Afrique, en substituant une force européenne aux opérations militaires françaises et en établissant des partenariats économiques durables**, pourrait offrir une voie prometteuse pour répondre aux enjeux complexes de la région. Cette évolution pourrait favoriser une plus grande coopération, contribuer à la stabilité régionale et créer un environnement propice au développement économique et à la réduction des flux migratoires.

Pour autant il faut souligner que **nous sommes très loin d'un engagement européen et d'une diplomatie européenne forte**. Les derniers événements nous l'ont bien montré, alors que nos partenaires européens n'hésitent pas à nous poignarder dans le dos sur les questions africaines. L'alliance entre fédéralistes européens et atlantistes porte ses fruits et un consensus existe

en Europe pour se plaindre de l'autonomie française pour ainsi parvenir à une Europe non-puissance qui se cacherait impuissante sous le parapluie américain.

De même cette stratégie européenne en Afrique se heurte à la dure réalité européenne. Sans Europe de la Défense pas de puissance européenne ou de présence continentale en Afrique. Force est de constater que nous sommes encore loin de cette Europe de la Défense qui n'aurait pas déplu au Général de Gaulle si elle devait s'accompagner d'une indépendance stratégique européenne. Mais peu de pays désirent réellement cette indépendance même si beaucoup écoutaient béats les discours d'Emmanuel Macron dépeignant une Europe de la Défense idéalisée. Dernièrement les Allemands ont décidé de confier l'Intelligence Artificielle du SCAF à l'Américain IBM², alors que le Français Thalès développe une technologie similaire. De plus le gouvernement d'Olaf Scholz a acheté une technologie israélienne pour son bouclier anti-missiles promis l'année dernière. **La France paye encore les choix désastreux de l'Allemagne contre ses propres intérêts.**

Sans puissance et indépendance européenne sur le plan militaire, toute velléité de présence européenne et non française sur le continent est vouée à l'échec.

² <https://meta-defense.fr/2023/09/01/intelligence-artificielle-scaf-ibm/>

CONCLUSION : VERS UN PRINTEMPS ARABE A L'AFRICAIN ?

En définitive, **nous pouvons dire que les récents coups d'État en Afrique constituent un échec pour la France.** Alors qu'elle n'a pas modifié sa politique africaine depuis de longues années, elle se trouve mise à mal et prise entre la haine anti-française et l'émergence de puissances concurrentes en Afrique. Face à cela et par manque d'adaptation, elle se retrouve dépourvue et esseulée face à ces bouleversements. Le logiciel africain de la France est périmé et les Français n'ont pas réalisé que l'Afrique s'était mondialisée. Désormais la France ne dispose plus d'un pré carré en Afrique et d'un passe-droit géopolitique, elle se retrouve bien seule face à des généraux putschistes qui ont le monde entier à leurs bottes. Sous peine d'un regard neuf sur l'Afrique et d'une remise en cause profonde, la France risque de perdre pied sur ce continent qui jadis fut acquis à sa cause.

Malgré cette adversité nous ne pouvons nous permettre d'abandonner et de quitter l'Afrique. En effet ce continent reste riche en ressources et constitue un pion essentiel dans les luttes de pouvoir moderne. Enfin cette zone joue un rôle majeur en ce qui concerne la régulation des flux d'immigration illégale et nous pouvons nous permettre de voir les événements d'Afghanistan ou de Syrie se répéter avec un afflux impressionnant d'immigrés en Europe. De plus, la France a les moyens de se faire entendre et rien n'est perdu, elle dispose encore de certains atouts dont les autres puissances ne disposent pas et qui pourraient jouer en sa faveur. Il s'agit bien évidemment de la langue française, de la monnaie et bien sûr de l'histoire commune.

Une perte d'influence de la France sur le continent serait bien évidemment tragique pour l'hexagone et mettrait à mal ses vues de grandeur retrouvée, mais aussi le monde en général. En effet il existe un fort besoin de puissances moyennes régionales comme la France capables d'établir de nouveaux équilibres mais surtout d'offrir une alternative aux

pays émergents qui ne veulent pas prendre partie dans l'affrontement futur entre la Chine et les États-Unis.

Par **Thibault Arondel**, Analyste du Millénaire,

Sous la direction de **Pierre Clairé**, Directeur adjoint des Etudes

Crédit photo : [Paul Kagame](#), Africa-France Summit 2017 in Mali | Bamako , 14 January 2017, via [Flickr](#).



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*